

Comme partout en France, soutenons les demandeurs d'asile, combattons l'extrême-droite

Parce que l'exil n'est jamais un choix, depuis longtemps nos organisations syndicales, politiques, associatives soutiennent l'accueil des demandeurs d'asile présent-e-s dans le Tarn et dénoncent les violences et intimidations perpétrées envers celles et ceux qui sont favorables à une France solidaire et qui luttent contre la présence menaçante de l'extrême-droite.

Un projet de Centre d'accueil d'urgence pour des réfugiés syriens yézidis à Réalmont en 2019 placés sous l'égide du maire de Réalmont qui avait du y renoncer pour des raisons d'urgence et après une campagne d'opposition.

Depuis plus de trois ans, des locaux sont dégradés, des militants sont agressés jusqu'à finir aux urgences, des campagnes d'affichage haineuses et xénophobes salissent nos murs alors qu'elles sont passibles de sanction par les tribunaux, pour aboutir aujourd'hui à une pétition et appel à manifestation lancées par l'extrême-droite sous-couvert de son député, et d'un collectif anti-migrants contre l'installation d'un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) dans le Tarn.

On constate une accélération et une multiplication des actions de l'extrême-droite dans l'indifférence inquiétante des autorités malgré l'interpellation de celles-ci par les organisations syndicales, les partis démocratiques dont les militants ont été agressés, l'association des élus communistes et républicains, le maire de St-Benoit-de-Carmaux, la conseillère régionale PCF et la députée NUPES-LFI de notre département, tous demandaient la dissolution du groupe Patria Albigès, l'application de la loi contre la diffusion de propos racistes et xénophobes.

La situation du Tarn n'est pas une exception: en effet après des mois de menaces et agressions de la part de l'extrême-droite, sans que jamais le gouvernement ne sorte de son silence ni même que les préfectures marquent un soutien concret, le maire de Saint-Brévin démissionne suite à la mise en danger de son intégrité physique et celle de sa famille. La (tardive) réaction de E.Borne, contrainte par les attentions médiatiques et politiques nationales sur cet évènement, est honteuse !

Le gouvernement n'a cessé depuis, de faire le jeu d'un amalgame grossier entre les «extrêmes politiques» alors que seule l'extrême-droite véhicule des valeurs réactionnaires et haineuses. Pire, par ses réformes néolibérales et anti-sociales (Retraites, RSA, abandon des services publics), la politique de paupérisation généralisée du gouvernement Borne-Macron favorise les montées idéologiques de

l'extrême droite et son corollaire raciste, xénophobe et de préférence nationale. Nous dénonçons l'imposture du Rassemblement national qui ose se présenter comme le défenseur du peuple et à l'Assemblée nationale ne vote pas l'augmentation du SMIC (20 /07/2022) et refuse l'inscription de l'IVG dans notre Constitution.....

A l'heure où la première ministre annonce que le projet de la loi immigration sera débattu en juillet, il est plus que jamais nécessaire de «démonter» les contre-vérités et visions fantasmées d'une «submersion migratoire» ou d'un «grand remplacement».

Comme à Callac (22), Thiveral-Grignon (78) ou encore Bélâbre (36), les projets de structures d'accueil pour les demandeurs et demandeuses d'asile sont l'occasion pour l'extrême droite d'attiser des peurs infondées et des délires rétrogrades.

Dans les médias et les réseaux sociaux, l'extrême-droite déverse des discours déconnectés de la réalité et mobilise ses troupes sur le terrain avec ses méthodes d'une rare violence : à ce titre nous condamnons les sigles et slogans ouvertement fascistes tagués régulièrement à proximité d'établissements scolaires et sur de nombreux locaux associatifs, syndicaux ou politiques dans le Tarn. Ces idées de haine ne sont pas compatibles avec les valeurs de notre République.

Aujourd'hui, ce sont non seulement des élu-e-s mais aussi des militant-e-s, des syndiqué-e-s, des écoles, des associations, des journalistes qui sont visées.

Nos organisations syndicales, politiques et associatives continuent de soutenir les CADA et rappellent la nécessité d'avoir une véritable politique d'accueil des migrant-e-s sur le territoire pour assurer solidarité et humanité avec ceux et celles qui subissent tortures et menaces sur leurs vies.

Nous n'aurons de cesse de combattre l'extrême-droite qui, sous toutes ses formes, est l'ennemie des travailleurs et travailleuses et conforte les systèmes de domination.

Nous appelons les Tarnaises et les Tarnais à soutenir l'installation de ce CADA à Réalmont.

Albi, le 26 mai 2023

CGT 81 - FSU 81 - Solidaires 81 - SEL CGT 81 - PCF 81 - Mouvement des Jeunes Communistes Français 81 - Union des Etudiants Communistes Albi - NPA 81 - PG 81 - LFI 81 - Jeunes Insoumis 81 - Jeunesse Anticapitaliste NPA - Alternatives et Autogestion 81 - Confluences 81 - PEPS 81 - Castres antifa - Jeunesse antifasciste Albi - La Cimade 81 - LDH 81 - MRAP 81 - RESF Albi - RESF Castres - Les amoureux des bancs publics 81 - Pas sans toit 81.